Nouvelles locales du mercredi 1er avril 2015

@rib News, 01/04/2015 Ï Politique - Il y aurait un plan du prÃ©sident de la RÃ©publique pour destituer le prÃ©sident de lâ€™AssemblÃ©e nationale du Burundi. A cet effet, 39 dÃ©putÃ©s du parti CNDD-FDD auraient dÃ©jÃ signÃ© une pÃ©tition demandant le limogeage de Pie Ntavyohanyuma (photo) Ã la tÃªte de la Chambre basse du Parlement. Selon certaines informations, il serait remplacÃ© par BÃ©nigne Rurahinda qui est lâ€™Ã©pouse du GÃ©nÃ©ral Adolphe Nshimirimana, lâ€™a patron du Service national des renseignements. Ces mÃªmes informations ajoutent que ce limogeage serait dÃ» au fait que Pie Ntavyohanyuma ne soutient pas le 3Ã¨me mandat de Nkurunziza. Pour opÃ©rer cette destitution, il faut quâ€™1/4 des dÃ©putÃ©s, soit 26 dÃ©putÃ©s, le demandent et que la dÃ©cision soit prise par les 2/3 des dÃ©putÃ©s, donc 71 dÃ©putÃ [rpa/bonesha/isanganiro/rtr]

- Le dÃ©putÃ© Jean Minani affirme que depuis quelques jours les travaux de lâ€™assemblÃ©e nationale ne se tiennent pas comme dâ€™habitude Ã cause des dÃ©putÃ©s du CNDD-FDD qui ne se prÃ©sentent pas. Le prÃ©sident du parti Frodebu Ny voit que cela est liÃ© au fait que certains ne soutiennent pas le 3Ã¨me mandant de Nkurunziza. Selon ses propos, certains hauts cadres du parti CNDD-FDD dont Pie Ntavyohanyuma, Gervais Rufyikiri et lâ€™Ombudsman sont allÃ©s voir le prÃ©sident de la RÃ©publique pour lui dire de ne pas briguer ce mandat controversÃ©. Câ€™est pourquoi le prÃ©sident veut obtenir la destitution de Pie Ntavyohanyuma et aprÃ¨s celle de Gervais Rufyikiri de la 2Ã¨me vice-prÃ©sidence via une AssemblÃ©e nationale entiÃ¨rement acquise Ã sa cause. Jean Minani demande ainsi que les intÃ©rÃªts de certains individus soient mis Ã lâ€™Ã©cart dans le but de prÃ©server les institutions de la RÃ©publique. [rpa/bonesha] - Lâ€™ancien prÃ©sid CNDD-FDD trouve que le message adressÃ© au prÃ©sident de la RÃ©publique de ne pas briguer un 3Ã¨me mandat est clair et concis. Selon le dÃ©putÃ© JÃ©rÃ©mie Ngendakumana, les personnalitÃ©s et institutions tant nationales quâ€™Ã©trangÃ¨ comme Ban Ki-Moon, le Conseil de sÃ©curitÃ© des Nations unies, lâ€™Union africaine, le Parlement belge, la ConfÃ©rence Ã©piscopale du Burundi, le PrÃ©sident tanzanien et autres ont donnÃ© un message clair en faisant particuliÃ¨rement rÃ©fÃ©rence Ã lâ€™Accord dâ€™Arusha. Ce dÃ©putÃ© du Burundi dans lâ€™AssemblÃ©e de lâ€™East African Community Nkurunziza devrait se plier Ã ces conseils combien pertinents car les accords dâ€™Arusha sont clairs et personne ne peut aller au-delÃ de deux mandats. Il conseille en outre au prÃ©sident du parti CNDD-FDD de ne pas aller brusquement en prenant des dÃ©cisions dâ€™exclusion du parti des membres qui se montrent hostiles Ã ce mandat. Selon lui, ces dÃ©cisions sont contre les statuts du parti. Il estime ainsi que Pascal Nyabenda devrait Ã©couter toutes les parties afin de dÃ©gager une solution Ã©quitable et acceptÃ©e par tous. Il sâ€™insurge Ã©galement contre les intimidations contre ceux qui ont signÃ© pÃ©tition estimant que câ€™est un pas en arriÃ¨re en matiÃ¨re de la dÃ©mocratie. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr] - Le directeur gÃ©nÃ©ral de la SOCABU vient dâ€™Ãªtre limogÃ© de ses fonctions Ã dater de ce 30 mars de cette annÃ©e. Selon une correspondance adressÃ©e par le ministre des finances et de la planification, il est informÃ© Ã OnÃ©sime Nduwimana que ses fonctions au sein de cette institution ont pris fin le 30 mars et que le gouvernement Ã dÃ©cidÃ© de lui confier dâ€™autres missions sans toutefois les nommer. Tabu Abdallah Manirakiza lui demande ainsi dâ€™approcher le ministÃ¨re des finances pour prendre connaissance de ses nouvelles fonctions. Cet ancien porte-parole du parti prÃ©sidentiel a Ã©tÃ© remplacÃ© par Trinitas Girukwishaka qui Ã©tait jusquâ€™Ã prÃ©sent prÃ©sidente du conseil dâ€™administration de la Banque de Gestion e Financement (BGF) et vice-prÃ©sidente du conseil dâ€™administration de lâ€™Office Burundais des Recettes (OBR) depuis s crÃ©ation. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr] - Les organisations de la sociÃ©tÃ© civile engagÃ©es dans la lute contre le 3Ã¨me mandat de Pierre Nkurunziza Ã la tÃªte de lâ€™Etat estiment que le langage dÃ©jÃ utilisÃ© jusquâ€™ici pour essayer de per ce dernier Ã ne pas se prÃ©senter Ã la prÃ©sidentielle de juin prochain nâ€™est pas peut-Ãªtre comprÃ©hensible Ã son Ã©g Ainsi, elles ont dÃ©cidÃ© de lui montrer un carton rouge tel un joueur de football pour dire quâ€™il est disqualifiÃ© dans le mat en question. Selon Vital Nshimirimana, il sâ€™agit dâ€™une maniÃ¨re quâ€™il pourra peutâ€“Ãªtre comprendre rapidement pu footballeur pour ainsi lui dire quâ€™il nâ€™est pas Ã©ligible Ã la prÃ©sidentielle de cette annÃ©e selon la loi. Dâ€™un autre demandent que ce jeudi Ã 12h20 minutes, toute personne qui est contre ce 3Ã¨me mandat fasse un bruit soit de klaxon, de cloches ou toute autre chose qui fait de bruit comme par exemple les casseroles, les assiettes ou autres dans le but de dire non Ã ce mandat illÃ©gal. Il sâ€™Ã©tonne Ã©galement du fait que certaines personnes se sont donnÃ©es le devoir de lâ€™image de ceux qui sont contre ce 3Ã¨me mandat et que paradoxalement, ce sont ces mÃªmes personnes qui sont placÃ©es dans de hautes fonctions du pays. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr] - La Coalition de la SociÃ©tÃ© Civile pour le Monitoring Electoral (COSOME) trouve que chaque personne a le droit de dire ce quâ€™il pense dâ€™un quelconque sujet dan le pays. Selon la prÃ©sidente de cette coalition, personne nâ€™a le droit dâ€™intimider les autres sur les dÃ©clarations Ã fai que cela est contre les principes dÃ©mocratiques. Justine Nkurunziza se base sur les dÃ©clarations du premier vice-prÃ©sident du parti CNDD-FDD en province Muyinga qui a comparÃ© ceux qui sont contre le 3Ã¨me mandat de Nkurunziza Ã ceux qui ont tuÃ© Rwagasore et Ndadaye. Elle voit aussi que le message des anciens combattants est plein de menaces Ã lâ€™endroit des mÃªmes personnes. Ainsi, elle trouve que la sÃ©curitÃ© des manifestants ne devrait pas Ãªtre un affaire des anciens combattants mais de la police qualifiÃ©e en cette matiÃ¨re. Elle demande que ces intimidations cessent afin de privilÃ©gier lâ€™avancement de la dÃ©mocratie dans le pays. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr] Ï SÃ©curitÃ© - Le ministre de la DÃ©fense et des Anciens combattants a animÃ© une conférence de presse ce mercredi pour montrer la position de lâ€™armÃ©e dans une Ã©ventuelle descente dans les rues pour dÃ©noncer la candidature de Nkurunziza Ã lâ€™ prÃ©sidentielle prochaine. Selon le gÃ©nÃ©ral major Pontien Gaciyubwenge, si la police qui est chargÃ©e de la sÃ©curitÃ© intÃ©rieure peut Ãªtre dÃ©passÃ©e, lâ€™armÃ©e ne va pas hÃ©siter Ã intervenir pour empÃªcher des manifestations contre candidature. Lors dâ€™une causerie morale avec les commandants des rÃ©gions militaires et chefs des districts, il a annoncÃ© que, dans le but de protÃ©ger le pays et ses ressortissants, ces responsables militaires ont le droit et surtout le devoir de dÃ©sarmer les personnes civiles qui possÃ©deraient tout effet militaire en ce moment oÃ¹ des informations faisant Ã©tat de distribution dâ€™armes Ã certaines catÃ©gories de personnes circulent. Il a aussi annoncÃ© que les militaires se sont rendus coupables dâ€™exactions lors des combats de Cibitoke au mois de dÃ©cembre dernier vont Ãªtre punis conformÃ©ment Ã la loi. Ajoutons que lors de cette causerie, les journalistes nâ€™ont pas Ã©tÃ© permis de poser des questio

et ont mÃªme Ã©tÃ© priÃ©s de vider les lieux avant la fin de cette derniÃ¨re. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr] - Les anciens combattants ont sorti un communiquÃ© lâ€™aprÃ¨s midi de ce mardi pour mettre en garde tous ceux qui projettent de manifester contre la candidature de Pierre Nkurunziza Ã la prÃ©sidentielle prochaine. Selon ce communiquÃ©, il est demandÃ© Ã tout ancien combattant de se souvenir de la pÃ©riode passÃ©e dans le maquis et de ne pas Ã©couter certains politiciens Ã©garÃ©s et certaines associations de la sociÃ©tÃ© civile qui veulent perturber la paix. Il rappelle quâ€™u moment combats, ces politiciens et ces membres de la sociÃ©tÃ© civile Ã©taient Ã lâ€™Ã©tranger Ã lâ€™abri des balles et par consÃ savent pas le prix de la paix que le Burundi connaÃ®t actuellement. Ainsi, poursuit le mÃªme communiquÃ©, pas de tolÃ©rance pour ces derniers si ils dÃ©cident de descendre dans les rues Ã cet effet. Il termine en disant que les anciens combattants nâ€™ont pas mandatÃ© personne pour Ã©lire le prÃ©sident de la RÃ©publique en 2005 et que par consÃ©quent nâ€™ont Ã©lu quâ€™en 2010 seulement. [rpa/bonesha/isanganiro]